



CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE

Bruxelles, le 6 février 2014
(OR. en)

5772/14

COPEN 26
EJN 18
EUROJUST 21

NOTE

de:	M. Mihnea Motoc, ambassadeur, représentation permanente de la Roumanie auprès de l'Union européenne
à:	M. Rafael Fernández-Pita y González, directeur général, Conseil de l'Union européenne
Date de réception:	21 janvier 2014
Objet:	Mise en œuvre de la décision-cadre 2005/214/JAI du Conseil du 24 février 2005 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires - Notification de la Roumanie

Monsieur le Directeur général,

J'ai l'honneur de notifier au Secrétariat général du Conseil de l'Union européenne la mise en œuvre par la Roumanie de la **décision-cadre 2005/214/JAI du Conseil du 24 février 2005** concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires, publiée au Journal officiel de l'Union européenne n° L 76 du 22 mars 2005.

Étant donné que des modifications ont été introduites, par la loi n° 300 du 15 novembre 2013 modifiant et complétant la loi n° 302/2004 relative à la coopération judiciaire internationale en matière pénale, publiée au journal officiel de Roumanie le 11 décembre 2013, aux dispositions de transposition de la décision-cadre 2005/214/JAI du Conseil du 24 février 2005 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires, la Roumanie *complète* comme suit sa notification:

Notification conformément à l'article 2:

Lorsque la Roumanie est l'État d'exécution, l'autorité compétente pour recevoir les décisions et certificats est:

Ministry of Justice

Strada Apolodor 17, Sector 5 București, Cod 050741

Directorate for International Law and Judicial Cooperation

Division for international judicial cooperation in criminal matters

tél.: +40.37.204.1077 / +40.37.204.1085

En dehors des horaires de service: + 040.733.737.769

télécopie: +40.37.204.1079/84

adresse électronique: centralauthority_copen@just.ro

(formule de politesse)

(s.) Mihnea Motoc
